

LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DÉCEVANTE DU QUÉBEC AU COURS DES VINGT-CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Les problèmes socioéconomiques dont souffre le Québec, entre autres sur le plan des services de santé, de l'éducation, des infrastructures, du soutien aux industries culturelles et du développement durable, sont des phénomènes interreliés qui découlent en bonne partie de la sous-performance relative du Québec en termes de croissance démographique, de développement économique et de création d'emploi. Cette situation dure depuis 25 ans : il est temps d'y mettre fin. Déjà plusieurs voix se sont élevées pour sonner l'alarme¹. La présente Note économique – qui tient compte des dernières données disponibles et présente les principaux indicateurs de la santé économique d'une société – montre qu'en dépit de ces appels, la situation économique du Québec ne s'améliore pas et continue même de se détériorer par rapport à celle de ses concurrents².



Cette Note économique a été préparée par Marcel Boyer, vice-président et économiste en chef de l'IEDM et titulaire de la chaire Bell Canada en économie industrielle de l'Université de Montréal.

Malgré une croissance économique réelle de 2,3 % par an depuis le début des années 1980, la situation relative du Québec se dégrade et il deviendra de plus en plus difficile, voire impossible, pour ce dernier de maintenir des services de qualité comparable à celle de ses partenaires économiques immédiats que sont le reste du Canada et les États-Unis. Le Québec a un urgent besoin de réformes importantes et courageuses pour sortir du sillon de la sous-performance systématique.

La croissance économique

De 1981 à 2006, le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) réel québécois a été de 2,3 % comparativement à 3,0 % dans le reste du Canada. Ceci représente une augmentation du PIB réel de 76,6 % au Québec par rapport à 109,9 % dans le reste du Canada. Le PIB réel québécois ne représentait plus en 2006 que 20,5 % du PIB réel canadien, soit une diminution de 2,9 points de pourcentage depuis 1981.

Le taux de croissance des sept dernières années (1999-2006) a été de 2,5 % au Québec et de 3,3 % dans le reste du Canada. En gardant cette cadence, le PIB du Québec augmentera de 84,1 % dans les 25 prochaines années comparativement à 123,8 %

dans le reste du Canada. L'économie du Québec ne représentera plus alors que 17,5 % de l'économie canadienne.

L'évolution du PIB par habitant, c'est-à-dire le PIB réel divisé par la population totale, suit une tendance plutôt différente. En effet, puisque la population du Québec augmente plus lentement que celle du reste du Canada,

le PIB réel par habitant au Québec suit à peu près le même rythme que celui des autres provinces : une augmentation de 51,1 % au Québec comparative-ment à 53,6 % dans le reste du Canada entre 1981 et 2006. Certains peuvent se reconforter de ce fait. C'est une grave erreur : les taux de croissance sont similaires mais les niveaux

diffèrent. En conséquence, le fossé s'accroît sur le plan du niveau de vie. Ainsi, la différence entre le PIB réel par habitant au Québec et celui du reste du Canada a augmenté (en dollars constants de 1997, pour tenir compte de l'inflation), de 3652 \$ en 1981 à 6137 \$ en 2006, une augmentation réelle de 68 %.

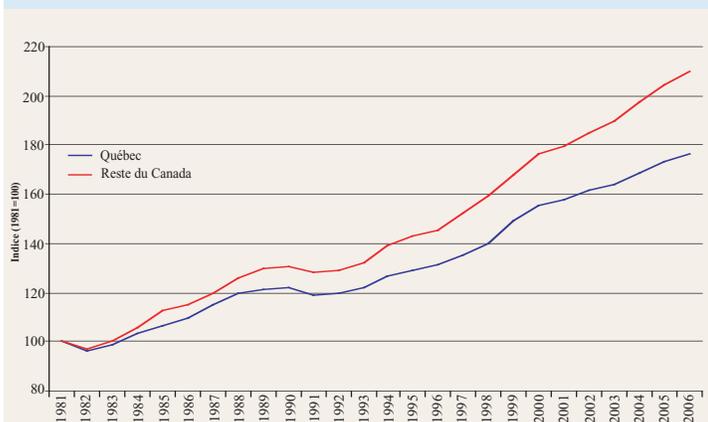
De plus, la part des investissements privés dans le PIB réel a été plus faible au Québec que dans le reste du Canada pendant les 25 dernières années. Pour la période 2000-2006, l'écart est de 2,75 points de pourcentage, ce qui correspond à un déficit d'investissements privés au Québec de 6,8 milliards \$ en 2006.



1. Notamment, mentionnons Léon Courville et Paul Daniel Muller - *Place à l'initiative* (2003), le *Manifeste pour un Québec lucide* (2005); Alain Dubuc - *Éloge de la richesse* (2006); Luc Godbout, Pierre Fortin, Matthieu Arseneau et Suzie St-Cerny - *Oser choisir maintenant* (2007).
2. Pour une étude plus détaillée de ces mêmes questions, voir Marcel Boyer, *La performance économique du Québec : constats et défis (III)*, CIRANO, mai 2007, <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2007S-12.pdf>.

FIGURE 1

Croissance annuelle du PIB réel (1981-2006)



Source : Statistique Canada (données en dollars constants de 1997).

Même si les investissements publics en pourcentage du PIB ont été plus importants au Québec depuis 1994, la part des dépenses d'investissement dans le PIB réel est restée systématiquement plus faible au Québec depuis 25 ans. Ceci implique une dégradation continue des capacités de production et d'innovation, et donc éventuellement de la position concurrentielle et de la compétitivité du Québec. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le Québec exportait de 2000 à 2006 près de 60 % de sa production (ainsi, trois emplois sur cinq dépendent de débouchés extérieurs), dont les deux tiers à l'international.

La démographie

En 25 ans, la population âgée de 15 ans et moins a diminué de 11,8 % au Québec alors qu'elle a augmenté de 6,8 % dans le reste du Canada et de 20,3 % aux États-Unis. La perte de 166 000 jeunes de 1981 à 2006, bien que significative, s'est ajoutée à une diminution de près de 400 000 jeunes entre 1971 et 1981 pour un total de 558 000 (une baisse de 31 %). Le reste du Canada a perdu sur la même période 230 000 jeunes de 15 ans et moins, soit 5 %. Au cours des 25 dernières années, la population de 15 à 64 ans a augmenté de 16,8 % au Québec comparativement à 40,4 % dans le reste du Canada. Ainsi, les données sur le PIB par habitant cachent une réalité complexe et

troublante: en termes relatifs, le Québec *perd* sa population. De plus, le vieillissement de la population québécoise est beaucoup plus rapide que dans le reste du Canada et aux États-Unis.

Le Québec a connu une performance économique décevante depuis 1981 mais il a pu, grâce à la faible croissance de sa population, maintenir la croissance de son PIB par habitant tout près de celle du reste du Canada. Or, le coût total des biens et services publics et sociaux comprend à qualité donnée une part fixe non négligeable. Ainsi, de nombreux types d'infrastructures (par exemple un superhôpital, une autoroute, etc.) ne sont pas moins dispendieux même lorsque la population décline. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que le Québec rencontre des difficultés croissantes à maintenir dans l'avenir la même qualité de biens et services publics et sociaux que celle que le reste du Canada pourra s'offrir.

L'emploi

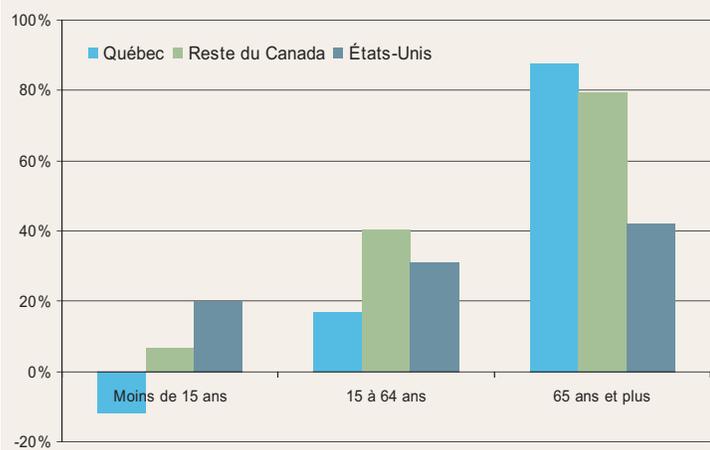
Entre 1981 et 2006, le nombre total d'emplois a augmenté de 34,9 % au Québec, de 49,5 % dans le reste du Canada et de 43,8 % aux États-Unis. Pendant cette période, le Québec a créé 18,8 % des emplois au Canada (16,6 % des emplois à temps plein et 25,3 % des emplois à temps partiel). Autrement dit, l'économie du Québec a créé systématiquement moins d'emplois, et surtout moins d'emplois à temps plein, en proportion de sa population (qui comptait pour 23,5 % de la population canadienne en 2006). Si le Québec, au cours des 25 dernières années, avait créé des emplois au même rythme que le reste du Canada et que les États-Unis, ce sont 261 000 emplois (ou 26,8 %) de plus qui auraient été effectivement créés.

La performance économique décevante du Québec au chapitre de la création d'emplois n'est pas sans lien avec sa faible croissance démographique. Une croissance plus faible des emplois implique une croissance plus faible de la population dans la mesure où cette population est suffisamment mobile

Le PIB réel québécois ne représentait plus en 2006 que 20,5 % du PIB réel canadien, soit une diminution de 2,9 points de pourcentage depuis 1981.

FIGURE 2

Croissance de la population par tranche d'âge (1981-2006)



Sources : Statistique Canada et Nations Unies (Division de la population).
Note : la période pour les États-Unis est de 1980 à 2005.

pour réagir rapidement aux différences dans le nombre et la qualité des emplois créés. Dans une économie ouverte comme celle du Québec, on peut raisonnablement affirmer que la faible croissance relative des emplois au Québec explique la faiblesse relative de sa croissance démographique, tant dans sa composante « reproduction » que dans sa composante « immigration ».

Le taux d'emploi, mesuré par la proportion de la population de 15 ans et plus détenant un emploi, s'est établi en moyenne à 56,5 % au Québec, à 61,3 % dans le reste du Canada et à 62,0 % aux États-Unis au cours de la période 1981-2006. Pour la période 2000-2006, le taux d'emploi a été de 59,4 % au Québec et de 63,0 % dans le reste du Canada et aux États-Unis. Pour atteindre ce dernier taux d'emploi, il faudrait au Québec 192 000 emplois (ou 5,1 %) de plus que ceux qu'il comptait en 2006. Ces résultats impliquent non seulement que le taux de chômage du Québec (8,0 % en 2006) se compare désavantageusement aux taux du reste du Canada (5,8 %) et des États-Unis (4,6 %), mais que l'écart « véritable » entre les taux de chômage (ou plus précisément les taux de non-emploi) est en réalité plus important. En effet, une

Le vieillissement de la population québécoise est beaucoup plus rapide que dans le reste du Canada et aux États-Unis.

création d'emplois trop faible peut amener plusieurs individus à prendre leur retraite ou simplement à cesser leur recherche d'emploi, auquel cas ils ne sont plus chômeurs sans pour autant travailler. Ce phénomène fait en sorte que le véritable taux de chômage au Québec en 2006 est probablement plus près de 11 % que du taux officiel, en comparaison avec ses voisins.

Le taux d'emploi des hommes de 55 à 64 ans vient d'une certaine manière corroborer cette affirmation. Ce taux a baissé de manière significative au Québec (66,8 % en 1981 versus 55,9 % en 2006) par rapport au reste du Canada (71,6 % vs 65,2 %) et aux États-Unis (68,1 % vs 67,5 %). Ainsi, le Québec accusait en 2006 un retard de 9,3 points de pourcentage par rapport au reste du Canada et de 11,6 points par rapport aux États-Unis. Ce fait est troublant dans la mesure où cette classe de travailleurs représente une source importante d'expérience et de savoir-faire qui reste sous-utilisée.

Au niveau des prestataires d'assurance-emploi, la situation peu enviable du Québec au sein du Canada n'a pas évolué pour le mieux au cours des 25 dernières années. Bon an mal an, environ le tiers des prestataires d'assurance-emploi au Canada proviennent du Québec, ce qui se traduit par un taux de prestataires nettement supérieur au Québec par rapport au reste du Canada: 61,3 prestataires par 1000 habitants (de 20 à 64 ans) au Québec comparativement à 47,8 dans le reste du Canada en 1986; 37,4 au Québec et 22,3 dans le reste du Canada en 2006. Ainsi, les taux de prestataires étaient supérieurs au Québec par rapport au reste du Canada de 28,2 % en 1986 et de 67,7 % en 2006.

En ce qui concerne la rémunération hebdomadaire moyenne (incluant le temps supplémentaire), la position du Québec par rapport au reste du Canada s'est dégradée depuis 15 ans (dernières données comparables). Alors que le niveau relatif de la rémunération

hebdomadaire moyenne au Québec par rapport au Canada était près de 98 % lors de la période 1991-1995, ce taux n'atteint plus que 95 % lors de la période 1996-2006 et 94,1 % en 2006.

Conclusion

Malgré la présence de secteurs en développement rapide et l'amélioration absolue du niveau de vie, la performance économique du Québec traîne dangereusement derrière celle du reste du Canada et des États-Unis depuis 25 ans. Les données retenues ici sont les principaux indicateurs de la santé et de la performance économique d'une société. Elles montrent que, *relativement* à ses principaux partenaires socioéconomiques, le Québec perd continuellement du terrain. L'évolution relativement favorable du PIB par habitant masque une réalité complexe qui doit nous interpellier. Le Québec *perd* sa population, en particulier ses jeunes qui ne semblent pas trouver ici les défis et occasions qui seraient susceptibles de les emballer. Malgré la hausse récente des naissances, les Québécois ont peu d'enfants, peut-être par crainte d'un avenir trop difficile, trop incertain et trop exigeant, et le Québec n'est pas, relativement à ses principaux concurrents, une terre d'immigration suffisamment accueillante au niveau économique pour compenser la faible taux de renouvellement interne de la population. La performance économique décevante du Québec laisse entrevoir des difficultés de plus en plus sérieuses dans tous les secteurs et dans toutes les régions.

Pourquoi une telle situation et comment y remédier? Comment combler les écarts de sous-performance relative et placer le Québec dans le

peloton de tête des économies régionales en Amérique du Nord? Il faut réaffirmer d'abord et avant tout qu'il n'y a aucune raison de croire que les Québécois diffèrent des autres Nord-Américains dans leur désir individuel et collectif de bonifier leur niveau de vie et celui de leurs enfants et dans leur capacité d'y arriver. Mais plusieurs défis devront être relevés. Nous sommes d'une certaine manière condamnés à être plus efficaces et plus innovateurs que nos principaux concurrents, en particulier dans les vingt prochaines années durant lesquelles il faudra renverser la tendance actuelle.

L'écart dans les taux d'emploi implique que le véritable taux de chômage au Québec en 2006 est probablement plus près de 11 % que du taux officiel, en comparaison avec ses voisins.

Les réformes qui doivent être mises en place doivent reposer sur trois principes : (1) des incitations plus fortes pour une participation accrue de l'ensemble de la population à la création de richesse (donc une responsabilisation plus forte des individus, des entreprises et des élus de tous les ordres de gouvernement); (2) la libéralisation des prix et le développement des marchés dans tous

les secteurs y compris l'énergie, la santé et l'éducation; (3) une ouverture plus grande à la concurrence dans la production et la distribution des biens et services publics. Il faut ainsi faire appel à la créativité, à l'innovation, à l'entrepreneuriat de tous les Québécois. Un programme certes audacieux, mais réalisable à condition d'avoir l'intelligence et le courage de nos ambitions - l'intelligence pour identifier les moyens nécessaires à la réalisation de nos ambitions et le courage de les mettre en pratique.



Institut économique de Montréal
6708, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
Canada H2S 2M6
Téléphone (514) 273-0969
Télécopieur (514) 273-2581
Site Web www.iedm.org

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un institut de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEDM n'accepte aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut économique de Montréal : 125,00 \$.

Présidente du conseil :
HÉLÈNE DESMARAIS

Président :
PAUL DANIEL MULLER

Vice-président et économiste en chef :
MARCEL BOYER

Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Institut économique de Montréal
© 2007

Imprimé au Canada

Illustration :
Benoit Lafond

Infographie :
Valna inc.